


 <https://www.aefinfo.fr/depeche/711700>

 Elise Le Berre

 13 min read

## **Formation continue des enseignants : un premier bilan contrasté entre académies mais un objectif ministériel irréalisable**

Quel 1er bilan peut-on tirer de la réforme de la formation continue des enseignants, qui vise à ce qu'elle se fasse 100 % hors temps devant élèves ? AEF info a interrogé les directeurs des EAFC de Nantes, Aix-Marseille, Versailles, Reims et Strasbourg, plusieurs autres n'ayant pas pu ou souhaité répondre à notre sollicitation. Si de grandes craintes se faisaient jour en début d'année sur l'impact de la réforme sur le volume des départs en formation, le bilan semble contrasté : certains directeurs constatent une baisse de 25 %, quand d'autres ont réussi à maintenir un volume similaire à celui de l'an passé. Quant aux départs de formateurs, ils sont moins importants que redoutés, sauf à Reims et Strasbourg où c'est un fort motif d'inquiétude pour les directrices. Si les académies sont parvenues à tenir l'objectif intermédiaire de 50 % de FC hors temps pédagogique, l'objectif de 100 % demeure "irréalisable".



Cinq directeurs d'EAFC dressent un premier bilan de la réforme de la formation continue des enseignants mise en œuvre cette année, avec l'objectif que 100% de cette formation se déroule hors face-à-face pédagogique. AEFinfo

Le 11 septembre 2023, le ministre de l'Éducation nationale Gabriel Attal a fixé comme objectif que 100 % de la formation continue des enseignants se fasse hors temps devant élèves, ce, dès la rentrée prochaine ([lire sur AEF info](#)). Avec deux paliers intermédiaires : 30 % en décembre 2023 et 50 % en juin 2024 ([lire sur AEF info](#)). Une réforme qui avait alors fortement inquiété les jeunes institutions que sont les EAFC ([lire sur AEF info](#)). Sont-elles parvenues à maintenir le volume de formations et conserver un vivier suffisant de formateurs ? AEF info a posé la question à plusieurs directeurs, entre avril et mai 2024.

Le Volume de formation se maintient à Strasbourg, Versailles et Reims...



Raphaële Lombard-Brioult, directrice de l'E AFC de Versailles

| *rectorat de Versailles*

"Nous avons eu beaucoup d'inquiétudes au début, et nous nous sommes demandé si cela allait s'effondrer", reconnaît Raphaële Lombard-Brioult, directrice de l'E AFC de Versailles. Mais, finalement, "malgré une petite baisse, l'activité de formation se maintient : entre septembre 2023 et avril 2024, sur l'ensemble des enseignants du second degré, nous avons réalisé environ les trois-quarts de l'activité de formation qui avait été faite sur l'ensemble de l'année scolaire dernière. Nous ne serons donc pas très loin de ce qu'on avait réalisé l'an dernier", assure-t-elle.

Le volume de formation est équivalent à celui de l'an passé dans l'académie de Strasbourg, fait savoir Emmanuelle Pernoux. S'il a baissé dans un premier temps (août-novembre) en raison de la réorganisation nécessaire après la directive ministérielle, elle constate une augmentation depuis janvier par rapport à l'an passé. "Nous avons

globalement réussi à gérer la quadrature du cercle, notamment dans le cadre d'un dialogue fructueux avec les chefs d'établissement de l'académie sur ces questions" déclare la directrice.

L'EAFIC de Reims constate elle aussi une "très légère augmentation" de son volume de formation, que la directrice Véronique Charlier explique par différents facteurs : l'adéquation demandée en juin dernier par le recteur entre le nombre d'heures du Prat et le volume d'heures de RCD données à l'académie, ainsi que la multiplication des plans nationaux de formation. Elle note en revanche une baisse des formations à candidature individuelle (qui représentent 18 % des formations, loin derrière les formations à public désigné, 70 %), proposées le midi, le soir ou pendant les vacances. "Les enseignants s'abonnent sur Sofia-FMO. Mais quand on leur donne les horaires, on constate qu'ils ne transforment pas leur vœu en préinscription. On a une déperdition de l'ordre de 50 % entre l'abonnement et la préinscription pour les formations le midi ou le soir après la classe, et encore plus pour celles placées pendant les vacances. La seule modalité qui marche bien, c'est l'asynchrone."

...mais baisse à Nantes et Aix-Marseille

Le constat n'est pas le même dans l'académie de Nantes, qui affiche une baisse du volume de formation de 25 %. Un chiffre qui correspond à la tendance observée dans deux autres académies n'ayant pas souhaité s'exprimer officiellement (entre -25 et -30 % de baisse). "En 2022-2023, dans le second degré, 18 390 demandes en candidature individuelle ont été traitées, contre 14 789 demandes cette année", détaille Cécile Betermin, IA-IPR et directrice de l'EAFIC de Nantes. Il faut ajouter à cela une forte augmentation des refus de départ en formation de la part des chefs d'établissement, passés de 3 % en 2022-2023 (580 demandes refusées) à 12 % cette année (1 728 refus). "Ce qui veut dire que les chefs d'établissements se sont emparés de cette question des 'pertes d'heures'. C'est logique, ils restent les garants de la continuité du service", commente Cécile Betermin. Malgré cette baisse, la directrice note un point positif : le taux d'absentéisme en formation a nettement diminué, passant de 19 % à 7 %.



Vincent Valéry, directeur de l'EAFC de l'académie d'Aix-Marseille.

### | *Rectorat d'Aix-Marseille*

À Aix-Marseille, le taux de mise en œuvre des formations entre septembre 2023 et mars 2024 est de 89 % par rapport à la période septembre 2022-mars 2023, soit "une baisse de 11 points par rapport à l'activité de formation de l'année dernière", répond de son côté Vincent Valéry, directeur de l'EAFC de l'académie d'Aix-Marseille. Cette diminution s'explique surtout par "une baisse notable des sessions convoquées en septembre et en octobre, ce qui correspond au temps de réflexion nécessaire à la mise en œuvre de la réforme", estime-t-il. "Il a fallu bloquer les départs en formation impactant le face-à-face avec l'élève, le temps de transformer une partie de l'organisation."

Il évoque donc "un impact peu important sur les départs en formation, moindre par rapport à ce qu'on pouvait craindre". Il observe toutefois, contrairement à la situation à Nantes, une augmentation de l'absentéisme, puisque le taux de présence à la formation est passé

de 86 % en moyenne à 77 % sur la même période en 2023-2024. "Il y a bien effectivement des enseignants convoqués qui ne sont pas venus en formation, et nous allons essayer de comprendre pourquoi et de travailler en conséquence les leviers à notre disposition."

Même constat dans une autre académie ayant souhaité rester anonyme : maintien du volume de formation mais baisse de 20 points du taux de présence. Cet absentéisme a également été observé dans l'académie de Reims pour les formations proposées pendant les vacances : "J'ai certaines formations où le taux d'absence a atteint 65 % alors même que les enseignants s'étaient abonnés sur Sofia-FMO puis pré-inscrits. Un phénomène éthiquement très contestable et que je ne m'explique absolument pas", relate Véronique Charlier. Dans l'académie de Strasbourg, le taux d'assiduité est le même que l'an passé, de l'ordre de 75 %.

Moins de Départs de formateurs que Prévu, sauf à Reims et Strasbourg



Emmanuelle Pernoux, directrice de l'EAFC de Strasbourg

| *Rectorat de Strasbourg*

Autre sujet d'inquiétude forte exprimé en fin d'année dernière : le risque de départ de formateurs, pas convaincus par l'idée d'intervenir sur des temps inhabituels (mercredi après-midi, soir, pause méridienne...). "La crainte s'est malheureusement transformée en réalité", témoigne Véronique Charlier qui a perdu quatre de ses 30 formateurs académiques (les formateurs de formateurs, qui sont déchargés entre 3h et 6h par semaine) et 300 de ses 1 100 formateurs vacataires. "Les formateurs académiques, déchargés le jeudi dans notre académie, se sont retrouvés au chômage technique puisqu'ils ne pouvaient plus, de fait, former sur des demi-journées ou des journées complètes. Ils étaient en outre pris à partie par les enseignants. J'en ai donc quatre qui ont ostensiblement démissionné et expliquant que l'évolution de la politique de formation ne leur convenait pas." Pour les autres, cela dépend fortement des disciplines : "Il y a par exemple eu beaucoup de départs de formateurs en EPS qui ne peuvent pas intervenir le mercredi après-midi, plage horaire de l'UNSS. L'an dernier, nous proposons 38 modules de formation en EPS, en présentiel. Cette année huit, sous forme de webinaires...", indique la directrice de l'EAFC de Reims.

L'inquiétude est également forte du côté de Strasbourg : Emmanuelle Pernoux a fait part au recteur de la perte d'un nombre important de formateurs, en particulier des meilleurs d'entre eux, avec une forte expérience. "Ils ont clairement exprimé ne pas vouloir pour certains continuer dans ces conditions", témoigne la directrice qui cherche à renouveler son vivier mais se retrouve face à des "enseignants qui ne vont pas très bien dans les établissements". "Les recruter est une chose, mais les former prend ensuite beaucoup de temps", ajoute-t-elle.



Cécile Betermin, IA-IPR, directrice de l'EAFC de Nantes.

| CB

La situation n'est pas aussi catastrophique partout. "Nous avons eu des interrogations, quelques démissions, plus liées au 'choc des savoirs' qu'à cette question du hors face-à-face pédagogique...", indique par exemple Cécile Betermin (Nantes). "Mais nous avons anticipé ce sujet, avec une revalorisation de la rémunération des formateurs sur le hors temps scolaire et une co-animation systématiquement bonifiée le mercredi."

"Nous avons été très attentifs à cet axe", répond également Raphaële Lombard-Brioult, qui a souhaité "co-construire et penser avec eux l'accompagnement dont ils avaient besoin". Des séminaires avec l'ensemble des enseignants et des formateurs de l'académie ont été organisés, pour "repenser une nouvelle offre de formation de formateurs". Des réseaux de formateurs ont également été constitués, ainsi que des "communautés de pratiques de formateurs, dans lesquelles ils pourront échanger pour

construire ces nouvelles modalités de formation". "Un réseau permet de rassurer, de confronter les idées", estime Sébastien Boixel, le directeur adjoint.

"Les prescripteurs avaient peur de perdre leurs formateurs. À ce jour, aucune formation n'a été annulée faute de formateurs, mais ça reste un sujet majeur, qui sera plus aigu à la rentrée prochaine", déclare de son côté Vincent Valéry. L'E AFC d'Aix-Marseille a elle aussi pris plusieurs mesures pour préserver et renforcer son vivier de formateurs : revalorisation du taux de vacation, création d'un taux spécifique pour mieux rémunérer les titulaires du Caffa, création d'un parcours de formation au Caffa par la VAE avec l'académie de Lyon. Elle va également lancer un appel à candidatures de nouveaux formateurs, en proposant un formulaire de recueil à tous les personnels.

La majorité des formateurs n'étant pas déchargés, la question de leur maintien ou non n'est finalement pas assurée : les EAFC en sauront plus à la rentrée prochaine.

Objectif de 100 % intenable ?

Au final, l'objectif fixé par le MENJ, qui était d'atteindre 50 % de formation continue hors temps pédagogique d'ici à juin, est-il atteint ? "Nous sommes à 42 % de journées de formation organisées sur un temps qui n'impacte pas le face-à-face pédagogique (1). Si on y ajoute les convocations positionnées en semaine avant 16 heures sur un emploi du temps compatible, on arrive largement à 50 %", estime Vincent Valéry. Même chiffres du côté de Reims : "49 % sans compter les heures blanches, celles où les enseignants n'ont pas cours", répond Véronique Charlier.

À Versailles, l'E AFC estime qu'environ 60 % de ses formations ne génèrent pas d'absence d'enseignants devant élèves à ce jour. "Nous sommes encore dans une année transition, tous les formats n'ont donc pas encore été pensés en prenant en compte l'objectif de continuité pédagogique, et nous avons dû composer avec les anciens formats", avance Sébastien Boixel.

Quid de l'objectif de 100 % fixé pour la rentrée prochaine ? Si l'E AFC de Versailles "se mobilise pour atteindre cet objectif de 100 %", elle estime que "cela ne relève pas uniquement de sa compétence, mais aussi de la responsabilité des chefs d'établissement".

Cécile Betermin estime quant à elle que l'objectif de 100 % est "intenable". 'Nous sommes à 50 % ; on peut monter à 60 %, mais c'est complexe, et nous ne disposons pas des outils de pilotage nous permettant d'être complètement efficaces, sans faire peser l'organisation sur les chefs d'établissements. Et pour certains établissements, assurer le remplacement et la continuité pédagogique s'avère difficile."



Véronique Charlier, directrice de l'EAFIC de Reims

| *AEFinfo*

Véronique Charlier (Reims) est sur la même ligne : "Tenir les 100 % est impossible", déclare-t-elle. Elle a d'ailleurs été reçue avec d'autres collègues au cabinet de la ministre il y a quelques semaines et ce point a été abordé. "Même si je ne sais pas quelle sera la décision prise, je pense que le MEN a pris conscience de la difficulté dans laquelle nous nous trouvons."

Emmanuelle Pernoux est elle aussi "dans l'expectative" des nouvelles et éventuelles directives ministérielles, "d'autant plus que nous entrons dans une période globale de restriction budgétaire des dépenses publiques", ajoute-t-elle.

Vincent Valéry (Aix-Marseille) reste quant à lui pragmatique : "On sait par exemple que le ministère a demandé des dérogations sur des formations artistiques réalisées avec certains partenaires conventionnés au niveau national, qui devront continuer à se dérouler sur temps devant élève." Il regardera donc "ce qui se passe à la rentrée" pour savoir si l'objectif ministériel de 100 % demeure.

"Nous avons été très bousculés, mais au final, le bilan n'est pas si négatif que cela", conclut Véronique Charlier. "Cette réforme nous a obligés à hybrider nos formations, à travailler davantage ensemble, à réfléchir à des modalités de formations nouvelles et innovantes. Et l'ornièrre a finalement été moins énorme que prévue. Nous avons tous joué le jeu, été loyaux, avec le souci de maintenir les apprentissages des élèves et avons montré que nous pouvions tenir l'objectif des 50 % hors classe. Nous espérons maintenant que le MEN desserrera l'étau des fameux 100 % qui, eux, ne sont pas réalistes."

Generated with Reader Mode